

sécurité, la paix, la collaboration et l'ouverture. Ils désirent que le Canada retrouve sa fierté et son influence dans le monde. »

L'examen de la politique internationale s'attachera à la réalisation de cette vision. De portée beaucoup plus étendue que les précédents, il sera global et intégré, et portera sur tous les éléments de l'internationalisme du Canada — défense, diplomatie, aide et commerce — et sur la façon dont ils s'imbriquent les uns dans les autres. Cette intégration reflète les tendances récentes dont témoigne, par exemple, la « démarche 3D » (voir le numéro 20 de *Canada — Regard sur le monde*) adoptée par le Canada en Afghanistan et caractérisée par des niveaux de coordination sans précédent entre ministères et organismes du gouvernement au chapitre de la diplomatie, de la défense et du développement.

Mais pourquoi effectuer cet examen? Et pourquoi le faire maintenant? Si cet examen s'avère essentiel aujourd'hui, c'est que le monde a profondément changé ces dernières années. Le dernier examen de notre politique étrangère remonte à 1994, alors que le monde s'habitait encore aux répercussions de la chute du communisme et de la désintégration de l'Union soviétique. Maintenant et depuis les attaques du 11 septembre, nous nous adaptons à la montée du terrorisme.

Des périls, défis et incertitudes inédits émergent qui exigent de nouvelles mesures.

Il y a un an, le ministre des Affaires étrangères Bill Graham lançait un Dialogue sur la politique étrangère, qui a été mené dans tout le pays sous diverses formes : assemblées publiques, tables rondes, Internet, audiences officielles, tribunes de jeunes et groupes communautaires. Les Canadiens y ont manifesté le désir d'une présence engagée dans le monde.

Au cours de l'examen qui sera effectué, nous verrons de quelle façon donner

suite aux vœux exprimés par les Canadiens. Nous nous pencherons sur les questions suivantes : l'ampleur et la portée de l'aide internationale; l'avenir de nos forces armées, leurs nouveaux rôles et les ressources dont elles auront besoin; les difficultés auxquelles nous faisons face dans nos rapports avec les États-Unis depuis qu'ils ont entrepris leur lutte internationale contre le terrorisme; notre attachement à la diplomatie ouverte pour promouvoir les valeurs et la culture canadiennes; et l'élargissement du commerce.



photo : ACIDI-CIDA/Pierre Se Jacques

Grâce à l'aide canadienne, on recycle les moteurs électriques au Sénégal.

Par ailleurs, le gouvernement devrait prochainement intervenir dans des domaines qu'il n'est pas nécessaire de réexaminer comme l'offre de médicaments peu coûteux pour lutter contre les maladies dans les pays en développement; la création de l'ambitieux programme Canada Corps; et l'appui à apporter pour réformer les institutions internationales — en particulier l'ONU, qui est toujours organisée à peu près de la même façon que lorsqu'elle a été créée en 1945.

Le plus grand défi à relever dans l'établissement d'une nouvelle ligne de conduite pour le Canada dans le monde sera de trouver les ressources nécessaires afin de réaliser nos objectifs. Renforcer nos forces armées, accroître l'aide internationale et étendre notre représentation à l'étranger, tout cela exigera de l'argent, du temps et des efforts. À long terme, le pays devra faire des choix, et ceux-ci ne seront pas toujours faciles. 🍁

La nouvelle équipe

Dans le cadre de l'engagement du gouvernement de renforcer l'influence du Canada dans le monde, il a été décidé de réorganiser les portefeuilles des Affaires étrangères et du Commerce international. Un ministère du Commerce international autonome est sur le point de voir le jour et aura pour mission d'aider à la promotion intégrée des activités fédérales en matière de commerce et d'investissement. Par ailleurs, le ministre du Commerce international peut désormais compter sur la collaboration d'un nouveau ministre d'État chargé des marchés nouveaux et émergents. Il a également été décidé d'élargir le rôle des secrétaires parlementaires, qui concentreront leurs efforts, entre autres, sur les Canadiens à l'étranger et la promotion des ressources. Un secrétaire parlementaire chargé de s'occuper tout particulièrement des relations entre le Canada et les États-Unis, et qui relèvera du premier ministre, a aussi été nommé. Pour des renseignements à jour sur ces changements, consultez le site Web du MAECI : www.dfait-maeci.gc.ca



Le ministre des Affaires étrangères Bill Graham rencontre Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU.